

Le Covid, facteur d'insécurité pour les prostituées

La pandémie a entraîné une baisse de la clientèle, une hausse de la précarité et des violences

Ça a été très compliqué dès le début de la pandémie. Deux ans après, la situation est catastrophique», résume Amar, escort à Toulouse. Comme la quasi-totalité des travailleuses et travailleurs du sexe – dont le nombre est estimé à 40 000 en France, en majorité des femmes –, elle s'est retrouvée sans revenu du jour au lendemain lors du premier confinement. Amar (qui a souhaité garder l'anonymat) a donc puisé dans ses économies en attendant de pouvoir retravailler.

Mais, pour la jeune femme de 30 ans comme pour l'ensemble de ses consœurs, le retour à la normale n'a jamais eu lieu. Les confinements successifs, le couvre-feu et les différentes vagues épidémiques ont entraîné une forte baisse de la clientèle. Par nécessité, de nombreuses prostituées sont contraintes d'accepter des clients – parfois violents – qu'elles auraient repoussés auparavant. La précarité due à ces nouvelles conditions de travail pousse aussi certaines d'entre elles à tenter une reconversion professionnelle.

Amar, elle, ne souhaite pas quitter le métier, même si, «actuellement, [elle ne reçoit] qu'une demande sérieuse par semaine»: «Avant le Covid-19, j'en recevais quatre, voire cinq.» L'apparition du variant Omicron, très contagieux, n'a fait qu'accentuer la chute de la demande. «Les dettes se sont accumulées. La plupart des travailleuses du sexe sont au pied du mur. On a le "choix", si l'on peut dire, entre protéger notre santé et payer notre loyer. La réalité, c'est qu'on ne peut pas s'arrêter de travailler», souligne celle qui est également l'une des porte-parole du Syndicat du travail sexuel (Strass).

« Plus isolées, exposées »

Toutes les prostituées interrogées par *Le Monde* se disent extrêmement éprouvées par la crise sanitaire, qui les a rendues plus vulnérables et précaires. Les clients savent qu'elles sont aux abois et ont besoin d'argent. Certains abusent du contexte, comme l'explique Eva Vocz, chargée de la question du travail sexuel à Act Up-Paris: «Ils se sentent en position de force pour négocier et imposer leurs exigences: ils demandent des tarifs plus bas, des rapports non protégés, etc. Beaucoup de travailleuses du sexe sont contraintes d'accepter des clients ou des pratiques qu'elles n'acceptaient pas avant.»

Anissa (son prénom a été modifié), 31 ans, fait le trottoir à Nantes depuis bientôt cinq ans. Dans les mois qui ont suivi le déconfinement, en mai 2020, la demande est restée très faible. Peu à peu, les clients sont revenus. Mais «ils sont moins nombreux qu'avant, c'est clair» et «il y a surtout plus de mecs louches», affirme-t-elle. «D'habitude, un client que je ne sens pas, je ne le fais pas. Maintenant, je dis oui à presque tout. C'est ça ou crever de faim!», soupire la jeune femme. Par peur d'attraper le Covid-19, la jeune femme travaille «de dos» et demande aux clients de porter un masque. Début janvier, un homme a refusé ces deux conditions. «J'ai fini par dire O.K.», admet celle dont les revenus ont été «divisés par deux» avec l'épidémie.

« Des clients se sentent en position de force pour négocier et imposer leurs exigences »

EVA VOCZ

chargée de la question du travail sexuel à Act Up-Paris

Bien que leur activité soit légale (la loi de 2016 prévoit de sanctionner le client et de punir l'achat de services sexuels), de nombreuses prostituées sont des personnes migrantes sans titre de séjour. «Avec les confinements et les couvre-feux, les contrôles de police ont augmenté. Les travailleuses du sexe de rue ont été obligées de s'éloigner des centres-villes. Elles ont été poussées vers des lieux où elles sont plus isolées et donc plus exposées aux violences», analyse Eva Vocz.

Entre novembre 2019 et novembre 2020, 967 faits de violence (2,6 par jour en moyenne) ont été signalés par des prostituées sur l'application Jasmine, un programme de Médecins du monde. Entre novembre 2020 et novembre 2021, les faits signalés ont grimpé à 1232 (3,7 par jour). Dans 36 % des cas, ceux-ci sont qualifiés de «dangereux» ou de «très dangereux» (viol, braquage avec arme, harcèlement, retrait du préservatif...); pour le reste, il s'agit notamment de menaces verbales ou physiques.

Au début, la pandémie a particulièrement affecté les personnes les plus fragiles. Des femmes sous la coupe de proxénètes ont ainsi été mises à la porte parce qu'elles ne rapportaient plus assez d'argent, rapportait en juin 2020 l'association Mouvement du nid, qui vient en aide aux personnes prostituées et qui milite pour la disparition de la prostitution. A la même époque, l'association de défense des personnes trans Acceptess-T avait eu connaissance de transgenres de plus de 60 ans, sans papiers et avec des problèmes de santé, contraintes de vendre leurs services au bois de Boulogne, à Paris.

A ces populations vulnérables s'ajoutent désormais les prostituées les plus «privilegiées» qui, jusqu'à présent, arrivaient à se maintenir à flot. «Il y a un phénomène d'usure. Celles qui avaient des économies n'en ont plus. De plus en plus de personnes se sont enfouies, à différents degrés, dans la précarité. Le nombre de travailleuses du sexe que nous accompagnons est passé de deux cents avant l'épidémie à trois cents», observe June Charlot, membre de l'association Grisélidis, à Toulouse. C'est le cas d'Axelle, dominatrice dans le cadre d'activités de bondage, domination, sadomasochisme (BDSM) à Paris, et issue d'un milieu «plutôt bourgeois, blanc et éduqué». Son statut d'autoentrepreneur (en tant qu'art-thérapeute, une couverture pour son activité de prostituée) lui a permis, lors du premier confinement, de toucher des aides d'Etat. Par la suite, confrontée elle aussi à la raréfaction des clientes et clients, elle a dû souscrire un prêt bancaire et prendre une colo-



Rassemblement contre les violences faites aux travailleurs du sexe, à Lyon, le 17 décembre 2021. NICOLAS LIPONNE/HANS LUCAS VIA AFP

« C'est devenu impossible d'anticiper ses revenus. Et je suis terrifiée à l'idée de ne pas m'en sortir »

AXELLE
travailleuse du sexe

cataire pour pouvoir payer son loyer. «En 2020, j'ai perdu 40 % de mon chiffre d'affaires par rapport à 2019. Et en 2021, j'ai fait moins 15 % par rapport à la période pré-Covid-19. J'ai communiqué rapidement sur le fait que j'étais vaccinée, ça rassure un peu les gens mais ça ne suffit pas», remarque Axelle, qui se dit «très préoccupée».

Face à un avenir incertain, les prostituées qui le peuvent cherchent à diversifier leurs sources de revenus. Axelle a mis en place un programme de suivi à distance (la dominatrice donne par exemple des instructions et des ordres à ses clients en visio) et des cours de formation au BDSM. D'autres fuient les villes où les loyers sont trop élevés. C'est en partie pour cette raison qu'Amar a quitté Paris pour Toulouse en septembre 2021. La jeune femme a également repris des études «au cas où», car «c'est devenu impossible d'anticiper ses revenus. Et je suis terrifiée à l'idée de ne pas m'en sortir», explique-t-elle.

L'importance des associations

Le contexte sanitaire a aussi contribué à la hausse des parcours de sortie de la prostitution, selon Sandrine Goldschmidt, chargée de communication pour le Mouvement du nid. Ce parcours – mis en place par la loi de 2016 – propose aux bénéficiaires une allocation de 330 euros par mois pendant trois ans maximum, un accompagnement socioprofessionnel et un titre de séjour provisoire. Environ 560 personnes avaient engagé un processus de ce type en avril 2021, contre 300 un an plus tôt. «Le premier confinement a été un moment de réflexion et un déclencheur. De nombreuses personnes se sont dit qu'elles ne voulaient pas y retourner», rapporte M^{me} Goldschmidt. Mais la pandémie n'explique pas, à elle seule, cette augmentation. «Plus généralement, les parcours de sortie de la prostitution commencent à montrer leur efficacité: 90 % des bénéficiaires ont un emploi à l'issue du dispositif», assure-t-elle.

Par ailleurs, la pandémie étant source de précarité, conduirait de nouveaux publics à la prostitution, d'après les associations. La disparition des jobs étudiants classiques, notamment, pousserait un certain nombre de jeunes filles dans cette voie. «Avant la crise, dans la région de Toulouse, il y avait trois cents inscrites sur le plus gros site d'escorts en France. Désormais, elles sont quatre cent trente», souligne June Charlot.

Pour s'en sortir, le secteur compte en grande partie sur la solidarité communautaire et le réseau associatif: cagnottes, kits médicaux, hébergements d'urgence, soutien psychologique, etc. «Des travailleuses du sexe qui étaient jusque-là autonomes financièrement ne peuvent plus

subvenir à leurs besoins élémentaires. Nous apportons une aide fondamentale, voire vitale, à ces personnes. Sans le travail des associations, la situation serait bien pire», confirme Giovanna Rincon, la présidente d'Acceptess-T.

En 2021, le gouvernement a débloqué des subventions d'urgence pour l'achat et la distribution de chèques-services (qui permettent de faire des achats du quotidien). Bien que saluataire, la mesure reste insuffisante face à l'afflux de demandes, constatent les associa-

tions. «En 2022, l'association Grisélidis va revenir à un budget d'avant la crise sanitaire, soit 8 000 euros par an. Or la situation a empiré!», alerte June Charlot. «Au départ, nous sommes une association parisienne. Aujourd'hui, on reçoit des appels à l'aide venant de toute la France, s'alarme M^{me} Rincon. On ne peut pas continuer à se substituer aux responsabilités de l'Etat. Je suis très inquiète pour les mois à venir. Jusqu'à quand et avec quels moyens allons-nous tenir?»

MARIE SLAVICEK